



EN TUNISIE, LE DOUTE N'EST PLUS PERMIS. EN UN AN, LE RÉGIME A CHANGÉ DE NATURE

SOPHIE BESSIS-LE MONDE

01/07/2022

"Pour comprendre ce qui se passe aujourd'hui en Tunisie, il convient de se rappeler que l'histoire n'est jamais linéaire et que le progrès ne lui sert pas forcément de fil conducteur. Il aura donc fallu dix ans pour que soient enterrés les espoirs soulevés par la révolution de 2011, et remisee

– pour combien de temps – l'aspiration à la liberté exprimée par une population déterminée à mettre fin à plus d'un demi-siècle de dictature. Pour voir émerger une autre, au terme d'une décennie d'exploration chaotique d'une voie susceptible de mener à un régime démocratique ?

A la suite du coup de force perpétré le 25 juillet 2021 par le président Kaïs Saïed pour s'octroyer les pleins pouvoirs, le doute sur ses intentions pouvait encore être de mise. Après tout, a alors estimé une majorité de l'opinion, il mettait fin, ce faisant, à une parodie de vie politique incarnée par un Parlement aux pratiques lamentables et dominée par le parti islamiste Ennahda, ne travaillant qu'à consolider une hégémonie fragilisée par sa croissante impopularité.

Le doute, aujourd'hui, n'est plus permis. En un an, le régime tunisien a changé de nature. Au cours des derniers mois, le chef de l'Etat a systématiquement démantelé l'édifice institutionnel consacré par la Constitution de 2014 et s'est attaqué à l'ensemble des contre-pouvoirs censés prévenir tout retour à l'autoritarisme. Le texte de 2014 avait sans doute besoin d'être amendé, de même qu'une loi électorale interdisant toute possibilité de majorité stable. Mais qu'on ne s'y trompe pas. En mettant en place une nouvelle architecture institutionnelle, en ayant recours à une rhétorique nationale-populiste exacerbée reposant, entre autres, sur une nouvelle conception des rapports entre la religion et l'Etat, c'est l'ensemble des orientations qui gouvernent la Tunisie depuis son indépendance que M. Saïed a décidé de balayer.

Sur le plan institutionnel, le régime hyperprésidentialiste qui s'annonce peut apparaître comme un simple retour à la situation prévalant avant 2011. En revanche, le nouveau système d'assemblées (...) risque de réduire drastiquement le pouvoir de la future Assemblée nationale, et d'introduire des conflits de légitimité entre les différents niveaux de la représentation populaire. En somme, seul le président aurait, dans cette construction, une légitimité incontestable. C'est sans nul doute ce que souhaite le chef de l'Etat, convaincu que sa mission quasi messianique est d'incarner le 'peuple'.

(...) M. Saïed, qui a toujours fait montre d'une religiosité ostentatoire, a également décidé de mettre fin à ce qu'il considère visiblement comme une anomalie. Dès son élection en 2019, il avait défendu le maintien de l'inégalité successorale entre hommes et femmes en se référant à la prescription coranique en la matière. Il va désormais plus loin (...) faisant de l'islam la religion de l'Etat tunisien. (...) Réussira-t-il là où le parti Ennahda a échoué en 2012, en se voyant alors contraint, sous la pression de l'opinion, de retirer toute mention de la charia dans son projet de Constitution ? (...)

Un pouvoir autoritaire ne s'embarassant plus d'aucun garde-fou, une nation ramenée à un simple segment de l'Oumma (la communauté des musulmans) et le Coran dictant la loi, il semble que ce soit cette nouvelle Tunisie que le chef de l'Etat a hâte d'édifier après avoir détruit les fondements de l'ancienne. Auquel cas il aura mis fin à cette indéfinissable mais réelle singularité, cette fameuse 'tunisianité' qui, au sein du monde arabe, caractérise depuis si longtemps le pays dont il s'est institué le guide."



DE L'UKRAINE AUX CLÔTURES ÉPINEUSES DE MELILLA

SAMI NAÏR-EL PAÏS

02/07/2022

"Vingt-trois jeunes – ou plus – morts sur les clôtures de Melilla et, une fois de plus, l'horreur règne. La question, la seule question centrale,

au-delà de la nécessité d'enquêter sur le comportement des forces de sécurité, conduit, une fois encore, au même paradoxe. L'UE regrette les actions policières aux frontières épineuses, mais n'assume pas qu'elle a jeté la pierre la première parce que les deux gouvernements impliqués, marocain et espagnol, appliquent le même mot d'ordre de la Commission européenne : limiter à tout prix l'arrivée des migrants du Sud. Depuis la création du marché commun en 1986, l'UE a mis en place un paradigme discriminatoire qui régit sa vision de l'immigration : seuls les 'citoyens communautaires' ou de l'espace économique européen peuvent circuler et résider librement sur le territoire du marché européen. Pour les autres, il ne reste que les statuts de l'immigrant légal (qui privilégie 'ceux dont nous avons besoin') ou la stigmatisation de la clandestinité, qui incarne une population inévitablement accrue par la croissance démographique, la pauvreté, le sous-développement social et une division régionale du travail insupportablement inégale entre le continent africain et l'Europe.

Depuis plus de 30 ans, nous combattons cette immigration indésirable avec les outils de la guerre, 30 ans qui nous montrent la réalité des tragédies humaines, des morts dans les déserts, en Méditerranée, des persécutions dans les rues et aux frontières de plus en plus blindées de l'Europe. Entre-temps, la pression migratoire et les demandes d'asile (et de secours) n'ont pas cessé de peupler le quotidien de la prospérité européenne. Le verrou des accords de Schengen a volé en éclats en 2015 avec l'arrivée des réfugiés syriens, mais la réponse de l'UE reste toujours la fermeture des portes. C'est ce qui justifie le déplacement du sale boulot vers d'autres pays qui gardent les entrées de l'Europe : la Turquie, la Libye, le Maroc, etc.

L'invasion de l'Ukraine, cette année, a jeté une lumière crue et encore plus acide sur cette impasse migratoire européenne. L'UE a généreusement ouvert les bras, dépoussiérant une vieille directive de 2001 issue de ses tiroirs pour autoriser l'accueil légal de millions de réfugiés ukrainiens, sans aucun contrôle, et

déclenchant une vague de solidarité entre les populations européennes dont on ne peut encore mesurer les conséquences. Ce geste en soi ne pouvait laisser indifférents les jeunes Africains acculés depuis des années de l'autre côté de la Méditerranée. En l'espace de quelques mois, l'Espagne a accueilli quelque 140 000 Ukrainiens. Les jeunes, aujourd'hui condamnés sous terre au Maroc, ont probablement pensé qu'ils pourraient aussi bénéficier de cette générosité. Ils se sont eux-mêmes dupés.

Dans le même temps, l'UE, qui plaide constamment contre le protectionnisme économique mondial, oppose au Sud un marché du travail impitoyablement protectionniste. Elle sait qu'elle condamne ainsi au désespoir ceux qui, sur ce flanc, cherchent à émigrer pour vivre dignement. Si l'UE ne veut pas ouvrir ce marché aux travailleurs du Sud, elle doit au moins adopter un projet global, concerté, de circulation régulée et, surtout, de codéveloppement effectif. Il est temps de financer de véritables projets économiques avec les pays d'origine et de transit afin de stabiliser la demande migratoire. Entre le geste de bienvenue aux Ukrainiens et la réalité sanglante aux clôtures de Melilla, la responsabilité historique et le degré d'humanité de l'Union européenne vacillent."



ALGER REBAT LES CARTES SAÏD BOUCETTA- L'EXPRESSION

30/06/2022

"L'Algérie a confirmé ces derniers jours son statut de puissance gazière. La récente découverte d'un important gisement en fait un acteur incontournable sur la scène énergétique africaine et internationale. La conjoncture géopolitique du moment la propulse sur le devant de la scène euroméditerranéenne et en fait un interlocuteur privilégié d'un Occident qui connaît une crise majeure d'approvisionnement en gaz.

Cette situation, inespérée il y a encore quelques années, n'est visiblement pas conjoncturelle au

regard des résolutions du dernier sommet de l'Otan, en Espagne. Le bras de fer Otan-Russie, qui a pris la direction d'un durcissement inquiétant, aura pour première conséquence une réorganisation pour le moins durable des relations internationales, dans le cadre de laquelle les énergies prendront, à n'en pas douter, une place prépondérante.

En plus des menaces à peine voilées adressées à la Russie, les pays de l'Otan s'en sont pris au géant chinois, le considérant comme une menace contre l'Alliance atlantique. Les Occidentaux ont donc clairement désigné le bloc sino-russe comme l'ennemi. Cela affectera le commerce mondial et divisera la planète en deux entités distinctes et irréconciliables, estiment les observateurs, qui prédisent un retour à l'ère de la guerre froide. Les deux blocs ont ceci de dissemblable : celui de l'Est est gorgé de matières premières, avec hydrocarbures, terres rares, et autres gisements stratégiques.

[Le bloc de l'Ouest], par contre, bien qu'en avance sur le plan technologique, souffre d'un grave déficit en matière énergétique (...). Dans ce face-à-face entre puissances nucléaires pour le contrôle de l'économie mondiale, un troisième bloc, formé de nations qui refusent l'alignement sur les thèses de l'un ou l'autre, serait une évolution naturelle à ce qui apparaît comme la première fracture qui préfigure une réorganisation profonde de l'ordre économique et géopolitique mondial.

Parmi les pays qui auront à jouer un rôle central sur le nouvel échiquier international, les observateurs n'hésitent pas à cocher l'Algérie. Totalement désendettée, maîtresse de ses décisions politiques et économiques. En plus de cette posture qui en fait une nation souveraine dans tous les sens du terme, le pays possède des atouts inestimables en matière de gisements de toutes sortes, en sus du capital solaire le plus riche au monde.

La récente découverte de gaz confirme un statut de puissance-relais qui intéresse Russes et Chinois pour le potentiel qu'elle recèle en matière de positionnement stratégique, permettant de rayonner sur toute l'Afrique. Ces deux pays, qui ne cachent pas leur volonté

de présence sur le continent noir, bénéficient d'une attention particulière d'Alger à travers un partenariat dense, stratégique, et jamais démenti. (...)

Ce n'est pas un hasard si le président Tebboune a reçu l'invitation de s'exprimer au sommet des Brics, avec en prime une photo virtuelle produite par les responsables chinois le mettant à droite du président Xi Jinping. Cette posture d'allié stratégique assumée par Alger n'a pas détérioré les rapports algéro-occidentaux. Les discussions avec l'Allemagne, l'Italie et la France sur des projets en rapport avec le développement des énergies renouvelables, à l'image du solaire et de l'hydrogène vert, atteste de l'intérêt affiché par Bruxelles de densifier la coopération avec Alger. Au point d'ailleurs de donner tort à l'Espagne dans le conflit ouvert avec l'Algérie. (...)

En plus de vouloir bénéficier de l'approvisionnement, vital, en gaz [d'abord], ensuite en énergies renouvelables produites en Algérie, les Occidentaux nourrissent le même rêve que la Chine et la Russie d'établir leurs industries en Afrique, prochaine destination de la croissance mondiale.

L'Europe et même les États-Unis voudront s'appuyer sur les infrastructures algériennes, parmi les plus développées d'Afrique, pour s'assurer une présence pérenne sur le continent. Cela pour dire que l'Algérie est certainement l'un des plus grands bénéficiaires de la nouvelle donne géopolitique mondiale."



AXES DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE ESPAGNOLE ÉDITORIAL-LA VANGUARDIA

03/07/2022

"Dans un entretien accordé à *La Vanguardia*, le ministre des Affaires étrangères, José Manuel Albares, passe en revue les thèmes les plus actuels de la scène politique mondiale et la position de l'Espagne sur chacun d'entre eux (...)

L'un des axes fondamentaux de la politique étrangère actuelle de l'Espagne est un rapprochement

et une relation plus étroite avec les États-Unis. Le ministre n'hésite pas à qualifier la relation actuelle avec Washington de la plus étroite depuis 20 ans (...) Cela signifie une augmentation de la présence militaire américaine en Espagne, dans le cadre du réarmement de l'OTAN en Europe. Lors du sommet atlantique qui s'est tenu à Madrid ces derniers jours, le président Sánchez a pu mettre en avant ses bonnes relations avec Joe Biden, qui a qualifié l'Espagne de 'partenaire indispensable'.

(...) La nouvelle doctrine de l'OTAN approuvée (...) définit la Chine comme un 'défi stratégique', mais le ministre préfère détourner l'attention en insistant sur le fait qu'il n'y a pour l'instant qu'un seul ennemi tangible, la Russie, et qu'il est convaincu que les différends avec Pékin peuvent être résolus par le dialogue et la négociation.

En ce qui concerne le désormais célèbre flanc sud, pour lequel la diplomatie espagnole a œuvré afin qu'il soit repris par l'OTAN, Albares se félicite que l'importance des menaces en provenance du Sahel, telles que les flux migratoires irréguliers et le terrorisme djihadiste, ait finalement été comprise, et que désormais l'Alliance protège pleinement la souveraineté des États membres, en assumant que cela inclut Ceuta et Melilla. (...)

La politique étrangère espagnole joue un jeu très difficile au Maghreb, en essayant de maintenir de bonnes relations avec le Maroc et l'Algérie. Après le revirement historique du gouvernement sur le Sahara, la quadrature du cercle est devenue encore plus difficile. Aujourd'hui, non seulement le gouvernement espagnol est reconnaissant au Maroc pour son rôle de gendarme des frontières à Melilla, (...) mais de plus il lui envoie du gaz liquéfié, qui ne provient en aucun cas d'Algérie, mais a été acheté par Rabat aux États-Unis et regazéifié dans des usines espagnoles. Le rétablissement d'une normalité diplomatique et politique avec Alger s'annonce plus difficile.

Le sommet de l'OTAN a donné un élan au gouvernement Sánchez dans une sphère internationale où le président se trouve sans doute plus à l'aise que dans la bataille

intérieure pour surmonter les désaccords avec son partenaire de coalition et la nécessité permanente de rechercher une majorité parlementaire. L'exécutif a été renforcé dans sa politique étrangère et vise à placer l'Espagne sur la carte énergétique européenne avec de nouvelles interconnexions grâce à sa capacité de stockage de gaz liquéfié. Et Albares se joint à l'offensive du gouvernement en faveur d'une augmentation des dépenses de défense et dit ne pas comprendre pourquoi les forces progressistes ne voient pas l'urgence d'assurer une plus grande protection aux Espagnols."



SUR LA TOURNÉE PROCHE-ORIENTALE DE BIDEN

MOHAMED AL-SAID IDRIS

AL AHRAM HEBDO

22/06/2022

"Le président américain, Joe Biden, n'a pas perdu trop de temps à faire le choix entre l'idéalisme et le réalisme politiques. Il avait commencé sa campagne électorale pendant le second semestre de l'année 2020 en adoptant l'idéalisme, en particulier en ce qui concerne les questions des droits de l'homme et l'alignement sur la démocratie. Mais après un an et demi au pouvoir, les positions idéalistes du président américain ont changé, l'obligeant à adopter le réalisme politique, en particulier pour préserver un ordre mondial unipolaire qui s'affaiblit en raison du déclin américain et de la montée sino-russe soutenue par d'autres nouvelles puissances régionales.

Ce réalisme s'est clairement dévoilé lors de l'invasion russe de l'Ukraine. Joe Biden a fait tout son possible pour faire échouer cette invasion, puis pour faire sortir la Russie perdante de l'Ukraine et pour mettre fin à tous ses rêves de devenir une nouvelle puissance dans un ordre mondial multipolaire.

Dans le cadre des efforts acharnés déployés par Biden pour réaliser ses objectifs, il a fait deux tournées d'une grande importance. La première était en Europe en avril dernier, dans l'objectif d'unir les

Etats européens contre la Russie, de les pousser à boycotter le gaz et le pétrole russes et de présenter tout le soutien nécessaire au gouvernement ukrainien aux niveaux militaire, économique et politique.

La seconde tournée de Biden a été faite en mai dernier en Asie, durant laquelle il a visité la Corée du Sud et le Japon et a assisté à Tokyo au sommet du Quad avec les leaders du Japon, de l'Australie et de l'Inde, et ce, au lendemain de l'annonce d'un partenariat économique avec 13 Etats asiatiques. Au cours du sommet, Biden avait mis en garde la Chine en disant qu'elle 'joue avec le feu au Taïwan', tout en indiquant clairement que les Etats-Unis défendront l'île si elle est exposée à une invasion chinoise.

Vient ensuite l'annonce américaine d'une troisième tournée du président Biden au Proche-Orient. Biden doit se rendre du 13 au 16 juillet en Israël, en Cisjordanie occupée et en Arabie saoudite. Durant sa campagne électorale, Biden avait pris des positions qui ne correspondent pas à l'importance du partenariat américano-saoudien qui date de 8 décennies. Biden a ensuite imposé des restrictions sur la livraison de certaines armes à l'Arabie saoudite et lui a retiré les batteries de missiles américains, en plus d'avoir enlevé des personnalités houthis de la liste du terrorisme et exprimé son opposition au développement des relations saoudiennes avec la Chine et la Russie.

(...) Il est évident que cette tournée de Biden est obligatoire pour deux raisons. La première est la guerre entre la Russie et l'Ukraine, car Biden a besoin de l'aide de l'Arabie saoudite dans l'organisation du marché du pétrole comme le souhaite Washington. Il aspire précisément à augmenter la production, afin de faire baisser les prix, dont la hausse est causée par la suspension de l'importation européenne du pétrole et du gaz russes. Ce qui menace la stabilité politique non seulement des pays européens, mais aussi des Etats-Unis où les prix de l'essence ont connu une hausse vertigineuse.

La deuxième raison est qu'Israël, ainsi que les forces qui le soutiennent à l'intérieur des Etats-Unis, veulent que l'Administration américaine œuvre à améliorer les relations entre l'Arabie

saoudite et Israël. D'où une confusion américaine concernant les objectifs de la tournée proche-orientale de Biden. Ces objectifs ne s'accordent pas avec la nouvelle transformation dans les positions et les politiques des alliés traditionnels des États-Unis, qui ressemblent à une rébellion timide contre la politique américaine."



LIBYE : DES MANIFESTANTS INVESTISSENT LE SIÈGE DU PARLEMENT À TOBROUK

JEUNE AFRIQUE

02/07/2022

"Des manifestants ont investi le 1^{er} juillet le siège du Parlement libyen à Tobrouk, dans l'est du pays, protestant contre la détérioration des conditions de vie et l'impasse politique.

Des manifestants ont pénétré à l'intérieur du Parlement et commis des saccages, selon les images de plusieurs chaînes de télévision. Des vidéos diffusées par ces médias montraient d'épaisses colonnes de fumée noire se dégageant du périmètre de la bâtisse après que des jeunes protestataires en colère ont brûlé des pneus. D'autres organes de presse ont affirmé qu'une partie du bâtiment a été brûlée. (...)

Cette manifestation a eu lieu alors que le pays est en proie depuis plusieurs jours à des coupures de courant, des pannes aggravées par le blocage de plusieurs installations pétrolières sur fond de querelles politiques entre camp rivaux. 'Nous voulons avoir de la lumière', scandaient les manifestants. 'Nous devons reconnaître notre échec et nous retirer immédiatement de la scène politique', a affirmé un député, Balkheir Alshaab, cité par la chaîne Libya al-Ahrar.

Deux gouvernements se disputent le pouvoir depuis mars : l'un basé à Tripoli et dirigé par Abdulhamid Dabaiba depuis 2021, et un autre conduit par Fathi Bachagha et soutenu par le Parlement de Tobrouk et le maréchal Khalifa Haftar, l'homme fort de l'Est.

Des scrutins présidentiel et législatif devaient initialement se tenir en décembre 2021 en Libye,

pour couronner un processus de paix parrainé par l'ONU après des violences en 2020. Mais ils ont été reportés *sine die* en raison de fortes divergences entre rivaux politiques et des tensions sur le terrain.

Le dernier round de pourparlers menés à l'ONU entre les présidents des deux chambres rivales a pris fin jeudi sans accord sur un cadre constitutionnel permettant la tenue d'élections."



L'ALLIANCE MILITAIRE INATTENDUE D'ISRAËL DANS LE GOLFE

THE ECONOMIST

30/06/2022

"Lorsque les États-Unis et leurs alliés arabes ont parlé en 2017 de former une alliance de défense que Donald Trump a appelée l'OTAN arabe, qui se serait étendue de l'Égypte à Oman, l'idée semblait vouée à l'échec dès le départ. Certains des pays qui en faisaient partie, comme l'Arabie saoudite et le Qatar, ne se parlaient pas. Peu de dirigeants arabes avaient le sentiment de pouvoir faire confiance aux États-Unis, après que les présidents américains successifs aient déclaré vouloir éloigner leurs forces de la région. Après quelques réunions, l'enthousiasme au sujet de ce projet de partenariat stratégique avec le Moyen-Orient s'estompait (...)

Aujourd'hui, une alliance encore plus grande semble se dessiner, incluant Israël et s'étendant du Maroc aux Émirats arabes unis (EAU). Si tel est le cas, il s'agirait d'un réalignement remarquable pour des pays tels que les Émirats arabes unis et le Maroc, qui, jusqu'à la signature des accords d'Abraham en 2020, avaient refusé d'entretenir des relations diplomatiques avec 'l'entité sioniste'.

Le 20 juin, le ministre israélien de la Défense, Benny Gantz, a apporté la première confirmation officielle de cette alliance lorsqu'il a déclaré aux membres de la Knesset, le Parlement israélien, qu'il avait travaillé avec les États-Unis sur un programme visant à renforcer la coopération en matière de défense entre Israël et les pays arabes. Il s'agissait de construire un système de défense

aérienne du Moyen-Orient [MEAD, selon les sigles en anglais] 'contre les tentatives iraniennes d'attaquer les pays de la région à l'aide de roquettes, de missiles de croisière et de drones'. Plus surprenant, il a ajouté : 'Ce programme fonctionne déjà et a déjà permis de déjouer des tentatives iraniennes'. (...)

Il existe de nombreuses raisons pour que toutes les parties forment une alliance. Israël, qui considère le programme nucléaire iranien comme une menace existentielle, bénéficierait d'un partage accru des renseignements et d'une alerte rapide en cas d'attaque iranienne par les alliés situés de l'autre côté du Golfe. Les forces américaines basées au Qatar utilisent déjà les renseignements et les données de localisation recueillis par les alliés pour intercepter les menaces aériennes (...) Parallèlement, les membres arabes de l'alliance sont désireux d'obtenir des systèmes israéliens de défense anti-missile (...) pour se protéger des attaques de l'Iran et de ses mandataires, comme les roquettes tirées cette année sur les Émirats arabes unis par ses adversaires au Yémen. Israël a signé un accord pour la vente d'un système de défense antimissile de 500 millions de dollars au Maroc, qui entretient des relations tendues avec l'Algérie voisine. Une série de transports aériens entre des bases israéliennes et les Émirats arabes unis suggère que du matériel militaire pourrait également avoir été envoyé là-bas.

(...) Certains des supposés membres du MEAD, comme l'Arabie saoudite, ne maintiennent pas ouvertement de relations avec Israël. Et même les dirigeants arabes amis ne peuvent ignorer les sentiments de leurs citoyens, dont beaucoup critiquent le traitement des Palestiniens par Israël. Par exemple, après les déclarations du roi Abdallah de Jordanie dans une interview télévisée, qui s'est dit favorable à la formation d'une OTAN au Moyen-Orient, son ministre des Affaires étrangères a insisté quelques jours plus tard sur le fait qu'il n'était pas question de la participation d'Israël. Si la nouvelle alliance MEAD prospère effectivement, elle devra peut-être rester secrète pendant un certain temps encore."/